

DE LA GUERRE MONDIALE À LA GUERRE FROIDE

En 1938, à Munich, quatre puissances prétendaient régler le sort de l'Europe et assurer par la même occasion, «pour une génération», selon les mots du naïf Chamberlain, la paix mondiale. Mais c'est sept ans plus tard seulement, à Yalta et à Potsdam, qu'ont été posés les fondements d'un équilibre international durable. Encore l'application des accords a-t-elle conduit à des résultats bien différents, dans beaucoup de cas, des intentions des trois gouvernements signataires.

De ceux-ci, un seul avait participé à la conférence de Munich: celui de la Grande-Bretagne. L'Union soviétique avait été, en 1938, délibérément tenue à l'écart. Munich, en effet, a été avant tout une tentative de compromis entre les démocraties occidentales et les pays fascistes sur le dos non seulement de la Tchécoslovaquie, mais de l'U.R.S.S.: pour Georges Bonnet comme pour Lord Halifax, il s'agissait non seulement de neutraliser l'un par l'autre les deux totalitarismes qui menaçaient la société libérale, mais de détourner vers l'Est l'expansionisme hitlérien. Quant aux Etats-Unis, après la brève parenthèse de l'intervention, en 1917, dans la première guerre mondiale, ils étaient encore en plein isolationisme. L'Europe, avec ses divisions, demeurait l'image même de ce monde pêcheur, périodiquement ensanglanté par ses absurdes querelles, auquel avaient voulu s'arracher les «pélerins» du *Mayflower* et les pères fondateurs. Washington, John Quincy Adams, Monroë n'avaient-ils pas mis en garde leurs concitoyens sur tous les tons contre les dangers de l'implication (*entanglement*) dans les conflits extérieurs?

Aussi bien les «deux Hercules» que Napoléon avait, de Sainte-Hélène, vus «au berceau» et dont l'alliance était indispensable pour briser l'orgueil nazi n'ont-ils ni l'un ni l'autre pris l'initiative des hostilités contre l'Axe. Staline, après Munich, a rendu aux Franco-Britanniques la monnaie de leur pièce en traitant avec Hitler, et Molotov a tenu à rappeler, après l'agression allemande de 1941, avec la vérité pour lui que l'Union soviétique avait exécuté scrupuleusement toutes les stipulations du pacte d'août 1939 avec le Reich. Quant à Roosevelt, s'il était déterminé depuis longtemps à jeter dans la balance le poids de son pays, il n'oubliait pas qu'en 1940 encore il lui avait fallu promettre, pour être réélu, de ne pas

engager son pays dans les hostilités. C'est seulement après la destruction sous ultimatum de la flotte américaine dans la rade de Pearl Harbor qu'il a déclaré la guerre au Japon. C'est Hitler qui a déclaré la guerre aux Etats-Unis, en application de son traité d'alliance avec Tokyo, et non l'inverse.

Soviétiques et Américains se sont ainsi trouvés alliés non parce qu'ils avaient choisi de l'être mais parce qu'ils avaient été attaqués tour à tour par le même adversaire. Il aurait fallu, dans ces conditions, un grand miracle pour que l'alliance survécût à la disparition de celui dont la folie de conquêtes l'avait suscitée. De ce point de vue, on peut se demander si la capitulation inconditionnelle imposée au Reich n'a pas eu un effet négatif. Si, en effet, un Etat allemand avait subsisté une fois Hitler éliminé d'une manière ou d'une autre, Washington et Moscou auraient tout naturellement conjugué leurs efforts pour empêcher sa résurrection. Mais dès lors qu'il n'existait plus d'Allemagne maîtresse de son destin, mais seulement des territoires occupés et pris en charge par les vainqueurs dont les troupes se faisaient face sur son territoire, il était sans doute à peu près fatal qu'un nouveau conflit prenne naissance sur les ruines accumulées par le précédent. Le général de Gaulle n'avait pas été le dernier à le prévoir qui, dès le soir de Pearl Harbor, en novembre 1941, disait au colonel Passy, chef de ses services de renseignements: *«maintenant la guerre est définitivement gagnée; j'ai bien peur que la suite ne soit une grande guerre entre l'Amérique et la Russie»*.¹ Il ne pouvait soupçonner que l'apparition des armes nucléaires les contraindrait l'une et l'autre à la coexistence.

Dans toute alliance, même conclue entre gens du même bord, il y a des frictions et des arrière-pensées. A plus forte raison lorsqu'il s'agit de pays qui n'ont guère de commun que l'immensité de l'espace et des ressources et qui se sont toujours réclamés, avant comme après la révolution d'octobre, d'idéologies à prétention universalistes totalement opposées.

De Tocqueville à Sainte-Beuve, on ne compte pas, notamment en France, ceux qui, au XIXe siècle, avaient annoncé l'affrontement inévitable. Et Trotski décrivait, en Lénine et Wilson, dès 1917, les *«antipodes apocalyptiques de notre temps»*.²

Le Staline de 1940 n'avait certainement pas oublié l'époque de l'intervention occidentale dans la guerre civile russe, dont un certain Churchill, alors premier lord de l'amirauté avait été l'un des champions les plus déterminés. Qui sait si, lorsque le même Churchill, devenu premier ministre, lui adressait en mai-juin 1941, message sur message pour l'avertir de l'imminence d'une attaque allemande, il ne s'imaginait pas qu'il s'agissait en réalité, de la part de cet anti-

¹ Colonel Passy. *Deuxième bureau, Londres, Monte Carlo, Raoul Solar 1947, p. 236*

² Isaac Deutscher. *Trotsky, Paris, Julliard, 1964, tome II, p. 291*

communiste acharné, d'une tentative pour brouiller les cartes entre Berlin et Moscou? La fuite de Rudolf Hess en Angleterre, à cette même époque, n'avait-elle pas de quoi nourrir ses soupçons?

Pris totalement au dépourvu par l'agression nazie, le même Staline ne devait cesser, pendant toute la durée de la coalition anti-hitlérienne, de se poser des questions sur la loyauté de ses partenaires, dénonçant périodiquement leur lenteur à ouvrir un second front, s'alarmant de toutes les rumeurs qui pouvaient courir sur des contacts secrets entre les Anglo-Saxons et l'Axe, et n'hésitant pas à l'occasion, pour mieux faire pression sur les alliés, à autoriser une rencontre entre ses émissaires et ceux de l'ennemi. De même est-il significatif que l'alliance n'ait jamais été complète géographiquement. L'U.R.S.S. a attendu août 1945 pour s'en prendre au Japon. La Bulgarie ne lui a jamais déclaré la guerre. Les Etats-Unis ne l'ont jamais fait en ce qui concerne la Finlande, pourtant alliée effective du Reich contre l'Union soviétique.

Aucun élément cependant n'a davantage affecté les relations intransigentes durant la guerre que le sort des pays d'Europe orientale victimes de l'attaque allemande. Ceux-ci étaient au nombre de quatre. Dans l'ordre chronologique: la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Yougoslavie et la Grèce. Seul le premier nommé a évité de se trouver déchiré entre deux gouvernements, soutenus chacun à l'extérieur par l'un des grands alliés, à l'intérieur par des mouvements de résistance dont la rivalité devait aller jusqu'à l'affrontement armé.

L'absence d'accord profond entre l'Est et l'Ouest à leur propos rendait pratiquement inévitable la guerre froide. Aussi peut-on dire que celle-ci a commencé bien avant que la deuxième guerre mondiale se soit achevée. James Burnham a pu écrire que sa première bataille s'est déroulée en rade d'Alexandrie, le 4 avril 1944, lorsque les marins de la flotte grecque, bientôt suivis par l'essentiel de l'armée hellénique d'Egypte, se sont révoltés contre le gouvernement royal en exil pour réclamer la République et un gouvernement provisoire, conformément aux mots d'ordre du comité de libération nationale installé en territoire libéré par les partisans. Mais il aurait aussi bien pu la dater de deux ans plus tôt et des incidents qui, à de nombreuses reprises, opposèrent en Pologne occupée les résistants communistes et ceux d'extrême-droite.

Même en Tchécoslovaquie cependant la crise ultérieure était inscrite dans les cartes. Benes, réfugié en Angleterre, avait retenu de Munich que les garanties occidentales ne valaient rien. C'est pourquoi il alla négocier avec Staline en personne, en mai 1943, les conditions du rétablissement de son administration à Prague après la libération. A de Gaulle qu'il rencontra à son retour de Moscou il dit qu'il l'avait fait « à des conditions qui n'hypothéquaient pas l'indé-

pendance de la Tchécoslovaquie».³ Un gouvernement composé de représentants des autres grands partis nationaux fut constitué, après des élections libres, à l'occidentale, sous la présidence du communiste Gottwald.

Rien ne permet de douter qu'à cette époque l'U.R.S.S. voyait dans la Tchécoslovaquie qui, par son histoire, son développement et ses traditions appartenait nettement à l'Europe bourgeoise, une sorte de trait d'union entre le système communiste et le système capitaliste. C'était en tout cas l'ambition de Benes. Mais la cohabitation de pro-soviétiques et d'anti-soviétiques dans un même gouvernement devenait impossible à partir du moment où les relations de détérioraient entre les puissances auprès desquelles ils prenaient les uns et les autres leur inspiration. Et les positions que Benes avait accepté, en 1943, de donner aux communistes mettaient ceux-ci au à même, moment de la rupture, d'imposer leur point de vue avec le maximum de chances de succès, de même qu'en France, en Italie, en Belgique et jusqu'en Finlande les communistes pour les raisons inverses devaient prendre leur parti de leur expulsion du gouvernement.

L'affaire devait se faire sans l'intervention de l'Armée Rouge dont aucune unité à l'époque ne stationnait d'ailleurs en Tchécoslovaquie. Mais la situation géographique de Prague, et le souvenir de ce qui s'y était passé dix ans plus tôt ne pouvaient pas ne pas créer dans l'opinion occidentale l'impression qu'il s'agissait d'une sorte d'agression. En tout cas chez les responsables l'émotion fut vive, et l'on peut trouver dans les documents diplomatiques américains trace d'un télégramme adressé au service de renseignements de l'armée par le général Clay, alors représentant des Etats-Unis au conseil de contrôle interallié à Berlin, suivant lequel il avait »l'impression que la guerre pourrait éclater soudain de façon dramatique«.⁴ Le blocus de Berlin quelques semaines plus tard ne pouvait qu'aviver encore un peu plus ces craintes.

Si la Tchécoslovaquie, libérée avec à sa tête un gouvernement que personne ne contestait, devait devenir aussi vite un enjeu ou, pour mieux dire, un catalyseur de la guerre froide, comment ceux qui, pendant les dures années de la résistance au nazisme, avaient vu deux pouvoirs rivaux s'opposer à l'occupant et à ses agents, auraient-ils pu échapper aux remous du conflit Est-Ouest? C'est la Grèce qui lui a payé le plus lourd tribut, puisqu'elle est le seul pays d'Europe où une guerre civile ouverte, massivement soutenue par l'étranger, se soit déroulée au moment de la libération et dans les années ultérieures.

Un accord avait pourtant été conclu au Liban, à l'été 1944, entre les représentants du gouvernement royal en exil et ceux du comité

³ Général de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Paris, Plon, 1954, tome II, p. 204

⁴ James Forrestal, *Journal*, Paris, Amiot-Dumont, p. 283

de libération nationale, et une formation d'union nationale avait été constituée sous la présidence de Georges Papandreou. Mais après la libération l'ELAS, la résistance pro-communiste, qui était très nettement majoritaire et qui tenait depuis la retraite allemande une grande partie du pays, refusa de rendre ses armes, comme le chef du gouvernement l'y invitait. Or la Grèce, étape essentielle sur la route des Indes, était à l'époque chasse gardée britannique.

C'est pour préserver cette position que Churchill se rendit à Moscou, en octobre 1944, et y négocia le fameux accord sur les pourcentages d'influence qu'on lui a si souvent et si légitimement reproché. Pour se faire reconnaître une influence à 90% en Grèce, il n'hésita pas à reconnaître la même proportion à l'U.R.S.S. en Roumanie et en Bulgarie, à vrai dire déjà occupées par les troupes soviétiques et une influence égale (50:50) en Hongrie et en Yougoslavie. Ainsi armé, il n'hésita pas à lancer les troupes du général Scobie contre les *andartes*, les résistants communistes, lesquels, constatant rapidement qu'ils n'avaient nul soutien à attendre de Moscou, prirent le parti de s'incliner: ce qu'ils firent par les accords de Varkiza de février 1945.

La violation continuelle par le régime réactionnaire d'Athènes des garanties individuelles contenues dans les accords devait conduire quelques mois plus tard à la reprise de la guerre civile: élément capital dans l'histoire de la guerre froide puisque le gouvernement britannique d'Attlee, se sentant incapable de faire face seul à une offensive largement soutenue cette fois par les pays socialistes limitrophes, demanda aux Américains de se substituer à l'Angleterre comme puissance tutélaire.

Et c'est à propos de la Grèce en même temps que de la Turquie que Truman proclama la «doctrine» baptisée de son nom selon laquelle les Etats-Unis «doivent soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées ou des pressions venues de l'extérieur».⁵ Certes il s'agissait «essentiellement» d'un soutien économique et financier, mais ce mot «essentiellement» dit assez qu'il ne s'agissait pas *exclusivement* de cela. Aussi bien une mission militaire dirigée par le général Van Fleet arrivait-elle rapidement à Athènes.

Le plan Marshall, le pacte atlantique, l'intervention américaine en Corée et en Indochine, la pactomanie de John Foster Dulles et les «parties au bord du gouffre» ne sont que le prolongement de cet engagement grec, le premier que les Américains, en contradiction ouverte avec le message d'adieux de George Washington et la doctrine de Monroe, aient consenti en temps de paix en Europe.

Le destin de la Yougoslavie aurait pu être comparable, puisque dans ce pays, comme en Grèce, un gouvernement dominé par les communistes s'était constitués pendant l'occupation allemande, face

⁵ Harry Truman, *Mémoires*, Paris, Plon, 1955, tome II, volume I, p. 124

au gouvernement royal en exil et à ses partisans sur le territoire national. Mais outre que les influences respectives de Londres et de Moscou devaient s'y exercer, aux termes des accords Churchill-Staline d'octobre 1944, à égalité, le jeu des puissances n'a pas été précisément conforme, en la circonstance, à ce qu'on aurait pu attendre à première vue de la contradiction des idéologies.

C'est l'Angleterre, en effet, et non l'U.R.S.S., qui la première a pris fait et cause pour Tito et ses camarades, dont la contribution à la lutte contre l'Axe était hors de proportion avec celle des Tchétzniks du nationaliste pan-serbe Mihailovitch. Et surtout Tito et les communistes yougoslaves qui avaient libéré tout seuls une grande partie du pays ont pu imposer sans partage une autorité tirée de trois ans de lutte et tenir fort peu compte des accords passés sur leur dos entre les grands et qui prévoyaient entre autres le retour du roi Pierre.

La politique alors suivie par le Kremlin à l'égard de la Yougoslavie ne devait pas peu contribuer à la rupture de 1948. Mais auparavant les Occidentaux se sont trompés avec une belle unanimité sur la nature des relations yougo-soviétiques. Alors que Tito enrageait de voir Staline l'empêcher de s'opposer comme il l'aurait voulu, notamment à Trieste et en Carinthie, aux Anglo-Saxons, ceux-ci croyaient que l'offensivité de la politique yougoslave était encouragée sournoisement par Moscou. Ce malentendu fondamental a joué lui aussi son rôle dans l'escalade de la guerre froide.

Reste la Pologne, dont le cas, pour être le plus paradoxal, n'est pas le moins dramatique des quatre. EN 1939, c'est pour défendre son intégrité territoriale que la France et la Grande-Bretagne étaient entrées en guerre, une guerre bien curieuse, bien «drôle» comme on disait d'ailleurs à l'époque, puisque leurs troupes restèrent l'arme au pied, tandis que les Polonais succombaient sous le nombre. Bientôt le pays était partagé entre le Reich et l'Union soviétique. Celle-ci récupérait ainsi les territoires ukrainiens et biélorussiens qui lui avaient été arrachés au lendemain de la première guerre mondiale et établissait sa frontière occidentale, *grosso modo*, sur cette même ligne Curzon qui avait été initialement retenue en 1920 par les alliés pour séparer la Pologne de la Russie.

Lorsqu'après l'attaque hitlérienne de 1941, l'U.R.S.S. devint l'alliée de la Grande-Bretagne, puis des Etats-Unis, Staline ne laissa jamais beaucoup de doute à ses interlocuteurs sur son intention de garder les terres ainsi rédimées, et dont les populations avaient été appelées à confirmer par des votes unanimes leur retour à leur patrie d'origine. Churchill se trouvait ainsi pris entre un gouvernement polonais en exil à Londres qui lui rappelait que le maintien de l'intégrité territoriale de la Pologne dans ses frontières de 1939 était l'objet de l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne, et un allié soviétique qui n'entendait en aucun cas accepter le rétablissement de cette intégrité.

Des péripéties, dont les plus douloureuses furent la découverte du charnier de Katyn et l'écrasement du soulèvement de Varsovie, empoisonnèrent les rapports entre les Polonais de Londres et le Kremlin. Celui-ci rompit avec eux et accorda son aide et ses faveurs au comité de libération nationale établi à Lublin, sur le territoire libéré par l'avance de l'armée rouge. Tant et si bien qu'au moment où s'ouvrit la rencontre de Yalta, au début de 1945, deux gouvernements se disputaient la Pologne: l'un, à Londres, appuyé par les Anglo-Saxons, par une partie de la résistance et par les divisions polonaises engagées dans les combats à l'Ouest; l'autre, en Pologne même, appuyé par Moscou, par une armée régulière nombreuse et combative et par une autre partie de la résistance.

Une grande partie de la conférence fut consacrée à trouver une solution politique, la question des frontières orientales étant réglée dans le sens souhaité par Staline. Le compromis finalement conclu sur la composition du gouvernement ne fut pas appliqué et il fallut un voyage à Moscou, après la mort de Roosevelt, de son confident Harry Hopkins, pour parvenir enfin à un accord. Celui-ci, devait d'ailleurs être de courte durée, Mikolajczyk, le leader Polonais de Londres devant rapidement quitter le gouvernement où il avait accepté d'entrer comme vice-président et ministre de l'agriculture. Ce dénouement, alourdi par un différend sur le tracé de la frontière germanopolonaise, ne pouvait pas ne pas peser lui aussi sur les relations entre les vainqueurs du Reich.

Pour que celles-ci ne se détériorent pas profondément, au point de transformer l'éphémère grande alliance en durable guerre froide, il aurait fallu que les Grands s'entendissent sur le sort de l'Allemagne comme ils devaient réussir tant bien que mal à le faire au cours de la conférence de la paix de 1946 sur celui de ses alliés européens: Italie, Hongrie, Bulgarie, Roumanie et Finlande, et, en 1955, lors du «dégel» sur celui de l'Autriche. Mais curieusement, de toutes les solutions envisagées pendant la guerre et juste après entre les Alliés, la seule qui n'ait jamais été discutée est celle qui devait finalement être imposée par les faits: le partage de l'ancien Reich en deux Etats intégrés l'un au système occidental, l'autre au camp socialiste. Personne, sauf apparemment Eden n'y avait pensé. Roosevelt poursuivait le rêve d'un monde réconcilié sous la surveillance collective des Grands, collectivement exercée par le Conseil de sécurité des Nations Unies; Staline, après avoir approuvé pendant un temps le projet, dû à Churchill, de division de l'Allemagne en quatre ou cinq grands Etats traditionnels (Bavière, Hanovre, Saxe, etc) crut qu'un Etat allemand neutralisé et désarmé, unifié dans ses nouvelles frontières, pourrait devenir un élément de stabilité au centre de l'Europe et que l'U.R.S.S. pourrait y conserver un droit de regard. Les Anglo-Saxons eux-mêmes n'étaient pas éloignés de ce dessein, qui inspira les accords de Potsdam de juillet 1945. Le conseil de contrôle à trois, auquel la France était invitée à participer,

exercit en effet collectivement son autorité sur les quatre »zones« d'occupation, comme sur les quatre »secteurs« de Berlin. Dès la fin de 1945, les trois étaient d'accord pour rétablir un début d'autorité allemande commune aux quatre zones — sur les transports. C'est un veto de la France, qui n'avait pas renoncé au rattachement d'une partie de la Rhénanie, qui fit échouer, comme sait, le projet.

On ne saurait pour autant évidemment rejeter sur le général de Gaulle la responsabilité de l'impasse allemande. En fait le problème, était, au moins autant économique — et si l'on veut psychologique — que proprement politique. L'U.R.S.S. de 1945 avait perdu dix-sept millions de ses habitants; ses villes, ses usines, ses champs avaient été dévastés. Les Etats-Unis, grâce à leur éloignement du champ de bataille, non seulement n'avaient pas subi la moindre destruction, mais ils étaient devenus le banquier et l'arsenal de la coalition anti-hitlérienne. Avec des pertes humaines très limitées ils sortaient de la guerre la puissance la plus riche de l'histoire. La bombe d'Hiroshima, le 5 août 1945, faisait aussi d'eux la puissance la plus forte militairement. Et cependant Truman, le jour-même de la capitulation du Reich, avait décidé d'arrêter les livraisons du prêt-bail, avec une telle brutalité que les cargos à destinations d'Arkhangelsk firent demi-tour.

Roosevelt avait dit à plusieurs reprises à Staline qu'il ne maintiendrait pas longtemps de troupes en Europe. Fort du monopole atomique, Truman inverse cette positivité et décide qu'il ne laisserait pas le communisme progresser d'un centimètre au-delà de la ligne où s'était arrêtée l'avance soviétique, en 1945. A cette différence près que le cordon sanitaire était cette fois singulièrement plus loin de Moscou et qu'il englobait un gros morceau d'Europe, on en revenait à la politique d'isolement des lendemains de la première guerre mondiale. Mais cette fois on préférait parler de *containment*, d'*endiguement* du communisme. Elle faisait d'ailleurs l'affaire de Staline, peu soucieux de laisser ses concitoyens comparer les niveaux de vie européens avec le leur propre, et désireux en revanche, puisqu'il ne pouvait plus compter sur l'aide américaine, d'utiliser au maximum les ressources qui étaient à portée de sa main et d'abord celles de la zone soviétique d'occupation en Allemagne. Les démontages d'usine, les récupérations d'équipement ménager, les prélèvements massifs sur la production courante devinrent la règle. Après tout ce que les nazis avaient fait en Russie, on peut estimer que ce n'était après tout que justice. Mais sous le règne de l'occupation quadripartite, l'Allemagne était considérée comme un tout du point de vue économique, financier et douanier. Autrement dit les déficits étaient à la charge de tous les occupants, de même que le soin de défendre la monnaie.

Vint le moment où les Américains eurent l'impression qu'ils payaient l'essentiel des dépenses nécessaires pour garder les Allemands en état de travailler pour les Russes. C'est pour arrêter cette

hémorragie qu'avec les Britanniques ils décrétèrent dans leur zone, en 1948, la réforme monétaire unilatérale à laquelle Moscou devait répondre en retirant son représentant du conseil interallié et en imposant le blocus terrestre de Berlin. A partir de ce jour-là, la division de l'Allemagne en fonction des zones d'occupation, la constitution d'Etats rivaux disposant chacun de sa propre armée dans le cadre d'une alliance intégrée, était sans doute inévitable.

De même la division de la Corée en deux zones d'occupation, russe et américaine, impliquait-elle la totalité de sa division politique et le risque de l'affrontement qui devait tenter, en 1950, d'y mettre fin. Si l'on ajoute que la guerre d'Indochine, l'autre grande épreuve de la guerre froide, est le fruit direct du recul blanc en Asie, lui-même contrecoup de l'occupation japonaise, et que la constitution de l'Etat d'Israël n'aurait pas été pensable si les vainqueurs du Reich n'avaient pas senti qu'ils avaient une dette à payer à un peuple dont ils n'avaient pu empêcher le génocide, il est difficile de contester que la guerre froide se situe pour l'essentiel dans le prolongement de conflits, dont l'origine remonte à la deuxième guerre mondiale.

De même que toute société est grosse des forces qui la détruiront un jour, de même toute guerre porte en ses flancs celle qui, le jour venu, se substituera à elle, transformant les alliés d'hier en ennemis et les ennemis en amis. Heureux encore que cette lutte, qui aurait pu engendrer la troisième guerre mondiale, soit pour l'essentiel, et malgré le lourd tribut de sang payé ici et là, demeurée une guerre froide, capable de se détendre, le jour venu, et de se muer en coexistence et en coopération.

